

Pas de régime de retraites, ni de Sécu, sous la charia



« Bande d'abrutis, à quoi sert une bonne retraite dans un pays islamisé ? ».

Vous avez mille fois raison, cher Patrick Jardin. Il existe bel et bien une hiérarchie dans l'urgence des combats. La lutte contre l'invasion migratoire et contre l'islamisation forcenée de la société française prime largement sur celle pour la préservation des régimes de retraite actuels. En effet, la première conditionne l'autre. Si l'islam triomphe, toute notre protection sociale s'effondrera ; non seulement par déséquilibre démographique, mais surtout par transformation radicale de notre organisation sociale. Si l'islam triomphe, il n'y aura plus de protection sociale pour personne, ni sécu, ni encore moins de retraites. Les Français feraient bien de le comprendre de toute urgence. Rien ne sert de manifester pour le maintien de la protection sociale si par ailleurs on ne pose pas la question migratoire et si on ne fait pas tout pour enrayer l'invasion musulmane. Ou, si comme le font les organisations et syndicats de gauche, on la

préconise et qu'on défile avec les salafistes contre la soi-disant islamophobie au cri de « Allahu akbar ».

« AVEC VOS LOIS DÉMOCRATIQUES NOUS VOUS COLONISERONS, AVEC NOS LOIS CORANIQUES NOUS VOUS DOMINERONS »

Youssef-al-Qaradâwi (maître à penser des Frères musulmans)

Pas d'islamisation modérée pour la France. Le projet des Frères musulmans et des activistes salafistes pour la France n'est pas celui d'une islamisation modérée, compatible avec la modernité ou avec les valeurs de la République. Ce concept est d'ailleurs sans objet ; les sociétés musulmanes de par le monde ayant largement fait la preuve de leur incompatibilité avec la modernité. Leur projet est celui d'une société musulmane traditionnelle régie par l'application stricte de la charia. Les naïfs qui pensent que l'islamisation de la France serait indifférente ou sans conséquences sur nos mœurs et sur notre mode de vie se trompent lourdement. Ce ne seront pas les modérés, s'il en existe, qui auront le dernier mot, mais les activistes les plus radicaux.

Des conséquences sociétales au-delà des conséquences économiques. Comme on le voit déjà, les conséquences de l'invasion musulmane de la France sont bien entendu économiques. Il est irresponsable de faire entrer à jet continu des gens incapables de s'adapter aux exigences d'un monde du travail centré sur les hautes technologies. Il est irresponsable de faire entrer des gens qui ne produiront jamais ce qu'il vont consommer. Il est irresponsable de ruiner la population autochtone sous le poids d'une immigration hostile qui ne s'adaptera jamais. Il est surtout irresponsable de transformer fondamentalement notre société complexe et sophistiquée en y faisant entrer massivement des populations attachées à une religion arriérée et incompatible avec la modernité. L'islam ne se dissoudra pas dans la fragile complexité de nos sociétés. Tout ce que nous voyons le démontre.

Pas de systèmes sociaux organisés sous la charia. Personne ne perçoit jamais de retraite en terre d'Islam régie par la charia. Et pour cause, il n'y a jamais de système de protection sociale dans ces pays. Cela tient tout simplement au fait que dans ces sociétés, tout est organisé verticalement et par la force, du plus fort au plus faible. Toutes les richesses doivent remonter aux hommes de pouvoir : calife, émir, caïds et autres chefs de guerre. Aucune richesse ne se transfère jamais du haut vers le bas ni même horizontalement.

Seulement un principe facultatif de charité, exclusivement entre musulmans. Tout au plus le Coran prévoit-il le principe de la *zakat* qui est une forme de charité personnelle, volontaire et facultative prescrite entre musulmans et entre musulmans seulement. À l'inverse du *jihad* qui est obligatoire ou de la *jizya* qui est l'impôt obligatoire dû par les dhimmis, en aucun cas la *zakat* n'est une obligation, tout au plus un acte personnel de purification.

La *zakat* un principe en désuétude. La réalité est que le principe n'a jamais été appliqué de manière suffisamment significative pour organiser un système de protection efficace en terre d'Islam, même entre les seuls musulmans. Si elle a jamais été appliquée, la *zakat* est tombée à ce point en désuétude que certains musulmans plus ouverts – il y en aurait – préconisent d'y revenir pour redonner vie à ce pilier méconnu de l'Islam. Bien entendu, ce serait aux mosquées d'organiser la collecte et, bien sûr la répartition.

[la-zakat-ou-regime-de-protection-sociale-en-islam](#)

Résumons. Si par malheur l'Islam venait à s'imposer sur tout ou partie de la France et si la charia venait à s'y appliquer, il n'y aurait plus aucun système de protection sociale pour personne ; non seulement par ruine économique mais par arriération liée à des principes religieux figés, insusceptibles d'évolution depuis plus de 13 siècles. Privés de protection sociale et soumis à un droit de rang inférieur,

les dhimmis seraient contraints à la *jizya*, l'impôt dû aux musulmans.

Martin Moisan